

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE

T/COM.5/L.174  
17 août 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. SIMEON JIA CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS  
ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du  
Conseil de tutelle)

Jia Simeon  
Demeurant à  
New-Bell Douala

Douala le 1 août 1956.

A Monsieur le Ministre de la France d'outre mer

Monsieur,

Je m'appret humblement à vous informer que le Kamerun n'étant pas une des colonies française, l'application de votre fameuse loi cadre ne saurait faire jour dans notre territoire.

Nul de nous n'ignorent ce c'est que le cadre. Nous protestons contre cette dangereuse tournure; et ceci dit, nous nous opposerons à toute tentative d'application de la loi cadre.

Réitérons que le gouvernement français reconnaisse officiellement l'unification et la souveraineté nationale de notre pays; en passant par l'abrogation du décret du 13 juillet la libération de tous les détenus politiques du Kamerun.

Si le gouvernement français concidère les mensonges forrntés par les rénegats Mbida et sa clique, il aura sémer dans une terre inculte.

Aves mes salutations distinguées.

(signé)

Ampliation  
Ministre F.O.M.  
O.N.U.  
Archive